

L'impérialisme américain a choisi son champion

Donald Trump remporte une majorité de grands électeurs pour l'élection présidentielle états-unienne. À domicile, il mènera la politique qu'il a annoncée avec un Sénat dominé par son parti et des administrations plus maîtrisées que lors de son premier mandat.

Une politique économique résolument néolibérale et agressive : soutien aux énergies fossiles, dérégulation des normes environnementales, abaissement de la fiscalité des entreprises, hausse des tarifs douaniers sur les produits importés. À ce titre, il n'améliorera en rien le sort des travailleurs états-unis.

Une politique sociétale réactionnaire : remise en cause du droit à l'avortement, expulsions massives d'étrangers, définancement des sciences sociales critiques, attaques contre les minorités de genre et renoncement à toute rationalité scientifique.

Le Parti Communiste Français et le MJCF apportent leur soutien aux travailleurs états-unis, aux femmes et aux progressistes face aux attaques à venir de la part du nouveau Président.

Sa politique internationale exacerbe la domination impérialiste des États-Unis sur le reste du monde. Notre pays doit urgemment remettre en cause sa vassalisation vis-à-vis des États-Unis.

Là où Trump sort des accords de Paris sur le climat, méprise les institutions des Nations unies, la France doit au contraire sortir de l'isolement diplomatique dans lequel l'enferme le bloc euro-atlantique.

Les États-Unis utilisent le dollar comme moyen d'imposer leurs lois au reste du monde et de lui faire financer leur économie. Donald Trump demande par ailleurs à ses vassaux européens d'augmenter leur tribut à l'OTAN et à ses industries de l'armement. Il souhaite les emmener dans une guerre commerciale avec la Chine qui nuit aux économies européennes.

Les États-Unis continuent d'imposer un blocus criminel à Cuba depuis des décennies malgré la désapprobation de tous les pays aux Nations unies. Ils continueront à s'en prendre à tous ceux qui se mettent en travers de leur chemin et de leur domination.

C'est le cas en Palestine où les États-Unis soutiennent militairement et diplomatiquement une politique criminelle au risque d'un embrasement régional. Lors de son premier mandat, Donald

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2484 – Jeudi 14 novembre 2024



Trump s'était distingué par un soutien sans faille au projet suprémaciste de Netanyahu. Son élection est une inquiétude immense pour le peuple palestinien.

La France doit retrouver une politique étrangère et une défense indépendantes des États-Unis d'Amérique, favorisant le développement humain, la décarbonation de l'économie, la préservation de la biodiversité, la coopération et la paix entre les peuples, plutôt que la prédation impérialiste.■

80eme anniversaire sur la libération des Landes qui a obtenu le label National

L'exposition sur la Libération des Landes se tient actuellement à Mont-de-Marsan jusqu'au 15 novembre, puis à Saint-Sever jusqu'au 24 novembre, puis à Gamarde jusqu'au 8 décembre.

Elle relate l'histoire de la Libération de notre département à travers les différents combats menés par la Résistance Landaise, notamment au maquis de Téthieu, le sabotage du stock d'essence de Saint-Paul, le déraillement du train de Laluque, les combats d'Aire-sur-l'Adour, Grenade, du Pont de Bats.

Elle remet en mémoire les atrocités commises par les troupes nazies à Mugron, Portets ou à Arx.

C'est une page de notre histoire qu'il ne faut point oublier en cette période où l'on voit renaître la bête immonde.

Allez nombreux voir cette exposition en hommage aux Résistants Landais.■

Sophie Binet : « Il faut que les salariés puissent intervenir sur les choix stratégiques des entreprises »

Rentrée sociale, services publics, aides aux entreprises, pouvoirs des salariés... Dans la revue du PCF « Économie et Politique », Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, explique son point de vue sur l'actualité économique.

Après la mobilisation du 1er octobre, quelles perspectives se fixe le mouvement syndical ?

Sophie Binet. Il faut regarder en face la gravité de la situation sociale, économique, écologique, internationale, politique. La mobilisation citoyenne, à laquelle la CGT a contribué, a contenu la menace d'une accession au gouvernement du Rassemblement National mais le poids de l'extrême-droite pèse plus que jamais sur la politique du pays. L'action syndicale a forcé le Premier Ministre à reconnaître l'échec de la politique économique, sociale et environnementale d'Emmanuel Macron, et à faire plusieurs annonces, comme la remise en cause d'une petite partie des exonérations des cotisations sociales en reconnaissant qu'elles représentent des trappes à bas salaires, ou l'enterrement de la violente réforme de l'assurance chômage (les plus de 4 milliards que le gouvernement voulait imposer aux plus précaires) et la relance d'une négociation. C'est une grande victoire intersyndicale qui va éviter à un million de privés d'emploi de tomber dans l'extrême précarité. La CGT appelle à continuer à multiplier les luttes pour gagner l'augmentation des salaires et des pensions, l'abrogation de la réforme des retraites, le financement de nos services publics et la relance de notre industrie.

Mais le premier remède contre la dette, « c'est de réduire les dépenses », a dit le Premier Ministre. La réparation des services publics n'exige-t-elle pas, au contraire, plus de moyens financiers ?

En cette rentrée, il y a des milliers de classes privées d'enseignants, 1.000 élèves handicapés ne sont pas scolarisés. La situation de l'enseignement supérieur et de la recherche est honteuse en comparaison des principaux pays développés avec une paupérisation scandaleuse de nos chercheurs, de nos étudiants et de nos meilleurs talents. Quant à la situation de la santé, comment la qualifier ? On meurt aujourd'hui à l'hôpital ! Pourquoi le nouveau Premier Ministre consacre-t-il son premier déplacement à un hôpital si c'est pour nous dire qu'il va falloir faire des économies ? Non seulement il ne faut pas réduire les dépenses pour les hôpitaux publics mais il faut un plan pluriannuel, avec des milliards, pour financer les embauches indispensables, la formation des personnels et les investissements matériels qui vont avec.



L'état de nos services publics dégrade de façon insupportable les vies de toutes celles et tous ceux qui habitent notre pays et nourrit la montée de l'extrême-droite. Leur consacrer plus de moyens est indispensable, y compris pour l'économie et pour la compétitivité de la France. La CGT a fait de nombreuses propositions pour trouver les ressources fiscales qui permettraient de le faire. La dette publique s'est creusée en partie à cause des politiques

menées par Emmanuel Macron. Sous son mandat, plus de 70 milliards d'euros ont été consacrés à des baisses d'impôts, principalement au bénéfice des plus riches et des grandes entreprises. Réviser une partie de ces décisions contribuerait à redresser les finances publiques.

Pour les mêmes raisons, il y a urgence à augmenter les salaires. Depuis 2020, on constate une dégradation très forte du pouvoir d'achat de tous les salariés. En comparaison avec 2011, le pouvoir d'achat du salaire mensuel médian a perdu 143 euros par rapport à ce qu'il serait si les salaires avaient continué d'augmenter au même rythme qu'avant 2020. Autrement dit, la perte du pouvoir d'achat depuis 2020 a annulé toutes les augmentations de salaire obtenues depuis 2012.

Et il y a un problème spécifique sur les bas salaires, notamment ceux des femmes qui sont beaucoup plus nombreuses à être à temps partiel. Lorsque le Premier Ministre espère calmer la colère sociale en annonçant que l'augmentation de 2% du SMIC attendue pour janvier serait avancée au mois de novembre, il se moque du monde.

Le patronat vous répond que pour distribuer des richesses, il faut les produire, et qu'il faut pour cela mener une « politique de l'offre ».

Voilà près de 12 ans que les gouvernements successifs ont pratiqué ce qu'ils appellent une « politique de l'offre », avec un coût énorme pour les finances publiques : 170 milliards, voire 220 milliards d'aides aux grandes entreprises. Cela ne fonctionne pas !

Il faut une politique de relance, augmenter les salaires : c'est de la consommation et c'est un levier de croissance économique. Mais n'oublions pas que c'est le travail, principalement celui des salariés, qui crée les richesses. Autrement dit, pour créer des richesses, il faut des emplois qualifiés ! Ce n'est donc pas en baissant le prix de notre travail qu'on rendra la France plus compétitive, c'est en investissant dans la recherche, dans l'innovation, dans la formation, dans ses infrastructures, dans ses services publics, ce que les entreprises privées, pour leur part, ne font pas assez. L'investissement des entreprises dans la formation professionnelle a baissé depuis 10 ans.

En 10 ans, Sanofi a reçu un milliard de crédit impôt-recherche et a divisé par deux ses effectifs de

chercheurs ! Ce n'est qu'un exemple. Le crédit d'impôt-recherche coûte 7 milliards par an et la France est un des pays qui a le moins de dépenses de R&D (recherche et développement expérimental). La CGT mène campagne pour la production en France d'un véhicule électrique qu'on pourrait vendre 15.000 euros. Mais pour cela, il faudrait des financeurs, et il faudrait un engagement des grands groupes de l'automobile, Renault et Stellantis. Nissan sait construire ce véhicule au Japon, pourquoi Renault n'est-il pas capable de faire la même chose en France ?

Nos grands groupes, plus internationalisés que dans les pays comparables, considèrent que l'emploi en France n'est pas leur problème. Ils préfèrent supprimer des emplois et distribuer des dividendes plutôt que d'augmenter les salaires, d'investir ou d'assumer leurs responsabilités envers le tissu de leurs sous-traitants. L'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) a annoncé 80.000 emplois supprimés dans l'automobile à l'horizon 2030.

L'Etat doit rappeler aux grands groupes du CAC40 qu'ils ont des responsabilités sociales. On a besoin d'un Etat stratège qui s'impose sur les questions industrielles et agisse pour de vraies filières industrielles avec une solidarité entre donneurs d'ordres et sous-traitants, comme en Allemagne, en mettant les entreprises de taille intermédiaire et les PME au centre de notre stratégie.

Le levier majeur est la conditionnalité des aides publiques. France 2030, ce sont 35 milliards d'aide à l'investissement des entreprises. Il faut que les aides publiques soient ciblées sur les entreprises qui en ont besoin et conditionnées à des engagements clairs en matière sociale et environnementale. En revanche, les entreprises qui ne jouent pas le jeu ne doivent pas avoir accès aux aides.

Reste qu'en dernière instance, ce sont les patrons qui décident si les entreprises vont embaucher, former, investir, ou non. N'y a-t-il pas un problème de pouvoir dans l'entreprise ?

On ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle en matière de démocratie sociale dans l'entreprise.

Les luttes sociales, les initiatives des salariés pour élaborer et faire adopter des projets alternatifs aux gestions patronales contribuent de façon importante à la solution des problèmes auxquels la société est confrontée. Quand les entreprises ferment, nous sommes les premiers à nous battre, souvent bien seuls, pour retrouver des repreneurs. Les représentants du personnel défendent l'emploi et l'avenir de moyen long terme de l'entreprise : La Chapelle Darblay, Gardanne, Cordemais, Thales, Axel, ATOS... Les expériences porteuses d'avenir abondent mais nous devrions disposer de prérogatives pour faire prévaloir les solutions avancées par les salariés.

Contrairement à ce qu'on entend souvent dire, il n'est donc pas vrai que dans les entreprises les salariés n'auraient plus envie de s'engager. Ce qui les en dissuade en premier lieu, comme l'ont montré les rapports du Défenseur des Droits, c'est la discrimination syndicale, la peur du licenciement. En outre, être représentant du personnel aujourd'hui, c'est mission impossible, il y a un vrai problème de

burn out. Ce n'est pas seulement une question d'aménagements individuels et d'accompagnement des élus, c'est que le mandat est intenable, d'autant qu'il comporte un haut niveau de technicité. Une seule et même personne ne peut pas maîtriser à la fois les enjeux économiques, les enjeux de harcèlement sexuel, de santé, de sécurité au travail, de stratégie économique, d'activités sociales et culturelles... tout en étant au travail et en étant proche de ses collègues. Un dirigeant patronal important, Jean-François Pillard, a remis un rapport très critique au nom du comité de suivi des ordonnances travail mises en place au début du précédent mandat d'Emmanuel Macron. Celui-ci a réagi en supprimant le comité de suivi des ordonnances ! Plutôt que de soigner le malade, on casse le thermomètre ! Bravo !

Il faut abroger les ordonnances Macron et les lois El Khomri, ce qui aura entre autres effets de rétablir la hiérarchie des normes en matière sociale. Mais il ne suffira pas de rétablir la situation antérieure.

Il faut que les salariés puissent intervenir sur les orientations stratégiques des entreprises, qu'ils puissent donner des avis conformes (c'est-à-dire que les décisions doivent obligatoirement les prendre en compte) sur les aides publiques pour pouvoir les suspendre si elles ne vont pas là où elles devraient aller, qu'ils puissent donner des avis conformes sur les orientations stratégiques, les investissements, les cessions d'activités. Il faut aussi 50% de représentants du personnel dans les conseils d'administration, dans les comités d'audit et dans les comités de rémunération.

Au-delà de la représentation institutionnelle des salariés, n'y a-t-il pas un risque, dans le capitalisme financiarisé qui règne aujourd'hui que le dernier mot reste aux acteurs qui ont le pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent : les actionnaires, les banques, les marchés financiers ? Que préconise la CGT en la matière ?

Nous portons par exemple depuis longtemps la proposition d'un pôle financier public (proposition reprise dans le programme du Nouveau Front Populaire). Les banques et autres institutions financières publiques constitueraient un réseau, tirant sa cohérence d'une mission commune : mobiliser le crédit et l'épargne au service de l'emploi et d'un développement humain durable. Ils travailleraient en coopération avec la Banque européenne d'investissements et en France avec les réseaux mutualistes qui doivent retrouver la vocation sociale et solidaire qui a motivé leur création. L'organisation démocratique des pouvoirs au sein de ces établissements, en particulier BPI France avec son comité national d'orientation, leur permettrait d'impulser une réorientation du crédit selon des critères d'efficacité économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociale (emploi, formation, salaires, conditions de travail) et écologique (économies d'énergies et de ressources naturelles). Ce pôle financier public jouerait un rôle stratégique pour que le système bancaire et financier apporte sa contribution à une nouvelle industrialisation, et aussi pour avancer les fonds nécessaires à la réparation et au développement des services publics. ■

20 ans du décès de Yasser Arafat : ne pas laisser tomber le rameau d'olivier

Il y a 20 ans s'éteignait à Paris Yasser Arafat, dirigeant historique de l'Organisation de libération de la Palestine. Il demeure un des grands acteurs des luttes de libération nationale et un des grands bâtisseurs d'une paix qui ne peut exister que dans la justice et dans le droit. Il restera devant l'histoire la principale figure de la lutte du peuple palestinien pour la réalisation de ses légitimes droits nationaux.

Avec Yasser Arafat, l'OLP aura conduit le combat national palestinien en veillant à ce que son indépendance soit respectée contre toutes les tentatives d'instrumentalisation dont il aura pu faire l'objet. Refusant les logiques de l'essentialisme et de l'intégrisme religieux, elle aura initialement menée la lutte armée conçue comme une guerre populaire prolongée ne visant pas les civils israéliens, avant de rechercher à partir de 1974, les conditions d'une solution politique au conflit israélo-palestinien.

Prix Nobel de la paix, conjointement avec Yitzhak Rabin et Shimon Peres, Yasser Arafat aura ainsi porté l'exigence d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, jusqu'à être l'artisan des accords d'Oslo qui auraient pu et dû permettre la coexistence de deux États sur la terre de Palestine.

L'échec de ces accords à la suite de l'assassinat de Yitzhak Rabin, du fait du refus des gouvernements israéliens successifs de mettre fin à la colonisation des territoires palestiniens, encouragés par la passivité et la complicité des États occidentaux, ne remet pas en cause cet objectif stratégique et historique. L'hécatombe sanglante que connaît actuellement le Proche-Orient en est la tragique illustration.

Le fait que Yasser Arafat ait choisi Paris pour se faire soigner en sécurité, alors qu'il était assiégé à Ramallah par l'armée israélienne et que sa vie était quotidiennement menacée, montre l'importance qu'il accordait au rôle que la France doit jouer. Elle doit aujourd'hui se montrer à la hauteur de l'attente que Yasser Arafat avait placée en elle.

Le PCF aura entretenu des liens de solidarité étroits avec Yasser Arafat et l'OLP, qui se poursuivent jusqu'à nos jours. Il rend aujourd'hui à nouveau hommage au combattant du droit international et à sa lutte pour la paix par l'établissement d'un État Palestinien laïque et démocratique, aux côtés de l'État d'Israël.

Alors que le peuple palestinien fait face à une des plus grandes catastrophes de son histoire du fait d'un gouvernement israélien d'extrême droite acharné à détruire la revendication nationale palestinienne, le meilleur hommage que la France devrait rendre à Yasser Arafat serait d'agir urgemment pour un cessez le feu permanent et général au Proche-Orient, de reconnaître l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, de mettre fin à la colonisation et à l'occupation israéliennes de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza, de proposer à ses partenaires de l'Union européenne que des sanctions soient immédiatement prises contre le gouvernement Netanyahu tant qu'il bafouera toutes les résolutions de l'ONU. ■

Gnacs et Chacailles

ÉRADIQUER LA PESTE BRUNE

«Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde» écrivait en 1941, Bertolt Brecht (1898-1956, auteur dramatique allemand). L'inquiétante comptabilité des crimes et méfaits des extrêmes droites ne peut être traitée dans la seule rubrique des faits divers. En 2023, faute de soutien de l'État, le maire de Saint-Brévin-les-Pins, harcelé, victime d'un incendie criminel, menacé de mort, a décidé de rendre son écharpe et de quitter sa commune qui devait installer un centre d'accueil. À Callac, la municipalité progressiste a dû abandonner un projet similaire porté par une fondation. De Lyon à Paris, on ne compte plus les attaques des groupuscules fascistes contre des militants progressistes, contre des juifs ou des musulmans, des locaux du parti communiste et d'autres forces de gauche, des journalistes du Monde, de Médiapart, de France 3. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire «Le Poher» en Centre Bretagne est menacé de mort. Des lycéens en lutte sont inquiétés et violentés. Après l'interdiction faite à Bilal Hassani de se produire à Metz, à Eddy de Pretto à Paris, l'artiste américaine Kali Malone s'est vu empêcher par un groupuscule de Civitas (parti catholique intégriste d'extrême-droite) de tenir son concert dans une église à Carnac. Le 9 mai 2023 un groupe avec croix gammée et croix celtiques, scandant des mots d'ordre nazis défilait au cœur de Paris. En connexions avec la famille Le Pen, ils n'hésitent pas à faire le coup de poing et à tuer comme ce fut le cas du rugbyman Federico Aramburu assassiné à Paris par deux militants d'extrême-droite. Pouvoir et médias font tout pour rendre le parti lepeniste présentable. Ses mots et ses idées sont repris comme des évidences et des émissions lancent les pires mensonges sur l'immigration, l'insécurité, les profiteurs que seraient les allocataires du RSA, alors que la cheffe du RN et ses élus sont traduits en justice pour détournement de fonds européens. Le ministre de l'Intérieur qui avait prononcé le mot terrorisme en parlant des militants écologistes et de gauche, restait muet lorsqu'il s'agissait d'agir contre l'extrême-droite. Le président du Medef avait expliqué que la victoire de l'extrême droite est «un risque nécessaire», puis quelques jours plus tard, il a justifié la nécessité pour le grand patronat de dialoguer avec elle. Le président du RN explique que son parti va supprimer tous les «impôts de production», c'est-à-dire sur le capital. «Les essayer» c'est se soumettre et subir comme jamais la violence des riches, tandis que la culture et l'éducation passeront à la moulinette de la haine raciale et fasciste. La colère, le ressentiment, les peurs, se nourrissent de la désindustrialisation, de la dévitalisation des campagnes, du sacrifice des services publics, de la division organisée entre travailleurs et privés d'emplois, du refus d'entendre les aspirations populaires alors que les coups portés contre la démocratie défigurent notre pays. Le RN et le camp présidentiel soutiennent le LR Barnier et la politique condamnée par le vote le 7 juillet 2024. Il faut retisser les fils de la solidarité du monde du travail dans sa diversité. Celui qui est privé de travail et survit avec le RSA n'est pas l'ennemi de l'ouvrier, du paysan ou de l'ingénieur. L'immigré qui fuit la misère et les guerres est une victime et non celui qui viendrait prendre le travail ou le pain d'un français. L'ennemi c'est le capitalisme qui domine, exploite, méprise les humains et martyrise la planète, dans la course au profit maximum. Le retour de Trump a la mal nommée Maison blanche, c'est aussi cela. Nous avons besoin de construire des ponts pas des murs, avec le Nouveau Front populaire. En 1936, la victoire du Front Populaire avec «les accords Matignon» fut précédée de grèves et manifestations contre l'extrême-droite et «pour le pain, la paix, les libertés». òm deisham arren! Ques atau que cau ha (On lâche rien! C'est ainsi qu'il faut faire). ■

Roger La Mougne